

Na beraadslaging,
Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 8 maart 2012 tot vaststelling van de lijst van de installaties die het voorwerp zijn van de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten en het ontwerp van tijdelijke kosteloze toewijzing van rechten van elke installatie voor de referentieperiode 2013-2020 worden de tabellijken voor de installaties van Biowanze SA, Carsid, Aperam Stainless Belgium SA en Prayon SA & Silox SA gewijzigd als volgt :

Id Wallonië	Installatie	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
90	Prayon SA & Silox SA - Site Engis	113.779	113.779	113.779	113.779	113.779	113.779	113.779	113.779
200	Biowanze SA	152.512	149.858	147.205	144.551	141.897	139.243	136.590	133.936
310	Carsid (integrated steel plant) Marcinelle	2.363.873	2.363.873	2.363.873	2.363.873	2.363.873	2.363.873	2.363.873	2.363.873
313	Aperam Stainless Belgium SA	231.493	231.493	231.493	231.493	231.493	231.493	231.493	231.493

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag van ondertekening ervan.

Art. 3. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 december 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2012/207580]

13 DECEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 relatif à la collecte de données en vue de permettre le calcul de l'allocation des quotas à titre gratuit à chaque exploitant pour la période 2013-2020 et fixant les conditions et la procédure pour exclure les petites installations du système d'échange de quotas à partir du 1^{er} janvier 2013

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, les articles 2, modifié par les décrets des 6 octobre 2010 et 21 juin 2012, 3, 4 et 5, remplacés par le décret du 21 juin 2012, 5/1, 5/2, 5/3 et 5/4, insérés par le décret du 21 juin 2012, et 7, remplacé par le décret du 21 juin 2012;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 relatif à la collecte de données en vue de permettre le calcul de l'allocation des quotas à titre gratuit à chaque exploitant pour la période 2013-2020 et fixant les conditions et la procédure pour exclure les petites installations du système d'échange de quotas à partir du 1^{er} janvier 2013;

Vu l'avis 51.846/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 septembre 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2009/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 modifiant la Directive 2003/87/CE afin d'améliorer et d'étendre le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

Art. 2. L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 relatif à la collecte de données en vue de permettre le calcul de l'allocation des quotas à titre gratuit à chaque exploitant pour la période 2013-2020 et fixant les conditions et la procédure pour exclure les petites installations du système d'échange de quotas à partir du 1^{er} janvier 2013 est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2011 relatif à la collecte de données en vue de permettre le calcul de l'allocation des quotas à titre gratuit à chaque exploitant pour la période 2013-2020. »

Art. 3. Dans l'article 2 du même arrêté, les 2^o, 4^o, 21^o, 25^o et 27^o sont abrogés.

Art. 4. Le chapitre II du même arrêté, comportant les articles 3 à 11, est abrogé.

Art. 5. L'article 16 du même arrêté est abrogé.

Art. 6. Dans l'article 23, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « indépendant désigné par le Gouvernement » sont remplacés par le mot « accrédité ».

Art. 7. Dans l'article 25 du même arrêté, les mots « l'article 2, 25^o, a), » sont remplacés par les mots « l'article 2, 5^o, a), du décret ».

Art. 8. Dans l'article 27 du même arrêté, les mots « l'article 2, 25^o, b), » sont remplacés par les mots « l'article 2, 5^o, b), du décret ».

Art. 9. Dans l'annexe 1^{re} du même arrêté, au point 1, les rubriques correspondant aux référentiels de produits « briques de parement », « briques de pavage » et « tuiles » sont remplacées comme suit :

Référentiel de produit	Définition des produits inclus	Définition des procédés et émissions inclus (limites du système)	Exposition au risque de fuite de carbone conformément à la Décision 2010/2/UE pour les années 2013 et 2014	Valeur du référentiel (quotas/tonne)
Briques de parement	Briques de parement d'une densité > 1 000 kg/m ³ , destinées à la maçonnerie, sur la base de la norme EN 771-1, excepté les briques de pavage, les briques de clinker et les briques de parement "bleu fumé".	Sont inclus tous les procédés directement ou indirectement liés aux procédés de production : préparation des matières premières, mélange des composants, mise en forme des produits, séchage des produits, cuisson des produits, finition des produits et épuration des gaz de combustion.	oui	0,139
Briques de pavage	Briques en terre cuite destinées au pavage conformément à la norme EN 1344.	Sont inclus tous les procédés directement ou indirectement liés aux procédés de production : préparation des matières premières, mélange des composants, mise en forme des produits, séchage des produits, cuisson des produits, finition des produits et épuration des gaz de combustion.	oui	0,192
Tuiles	Tuiles en terre cuite telles que définies dans la norme EN 1304 : 2005, excepté les tuiles "bleu fumé" et les accessoires.	Sont inclus tous les procédés directement ou indirectement liés aux procédés de production : préparation des matières premières, mélange des composants, mise en forme des produits, séchage des produits, cuisson des produits, finition des produits et épuration des gaz de combustion.	oui	0,144

Dans l'annexe 1^{re} du même arrêté, au point 2, la rubrique correspondant au référentiel de produit « laine minérale » est remplacée comme suit :

Référentiel de produit	Définition des produits inclus	Définition des procédés et émissions inclus (limites du système)	Exposition au risque de fuite de carbone conformément à la Décision 2010/2/UE pour les années 2013 et 2014	Valeur du référentiel (quotas/tonne)
Laine minérale	Produits d'isolation en laine minérale pour des applications thermiques, phoniques et de résistance au feu/anti-feu, fabriqués avec du verre, de la roche, du laitier ou des scories.	Sont inclus tous les procédés directement ou indirectement liés aux phases de production : fusion, fibrage et injection de liants, cuisson ou polymérisation, et séchage et mise en forme. Pour déterminer les émissions indirectes, il est tenu compte de la consommation électrique totale dans les limites du système.	Oui	0,682

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013, à l'exception de l'article 9 qui entre en vigueur dix jours après sa publication.

Art. 11. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 décembre 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2012/207580]

13. DEZEMBER 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 über die Datenerhebung zwecks der Berechnung der kostenlosen Zuteilung der Zertifikate an jeden Anlagenbetreiber für den Zeitraum 2013-2020 und zur Festlegung der Bedingungen und des Verfahrens, um die Kleinanlagen ab dem 1. Januar 2013 aus dem Emissionshandelssystem auszuschließen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls, Artikel 2, abgeändert durch die Dekrete vom 6. Oktober 2010 und vom 21. Juni 2010, 3, 4 und 5, ersetzt durch das Dekret vom 21. Juni 2012, 5/1, 5/2, 5/3 und 5/4, eingefügt durch das Dekret vom 21. Juni 2012, und 7, ersetzt durch das Dekret vom 21. Juni 2012;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 über die Datenerhebung zwecks der Berechnung der kostenlosen Zuteilung der Zertifikate an jeden Anlagenbetreiber für den Zeitraum 2013-2020 und zur Festlegung der Bedingungen und des Verfahrens, um die Kleinanlagen ab dem 1. Januar 2013 aus dem Emissionshandelssystem auszuschließen;

Aufgrund des am 26. September 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 51.846/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2009/29/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Änderung der Richtlinie 2003/87/EG zwecks Verbesserung und Ausweitung des Gemeinschaftssystems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Der Titel des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 über die Datenerhebung zwecks der Berechnung der kostenlosen Zuteilung der Zertifikate an jeden Anlagenbetreiber für den Zeitraum 2013-2020 und zur Festlegung der Bedingungen und des Verfahrens, um die Kleinanlagen ab dem 1. Januar 2013 aus dem Emissionshandelssystem auszuschließen wird durch Folgendes ersetzt:

"Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2011 über die Datenerhebung zwecks der Berechnung der kostenlosen Zuteilung der Zertifikate an jeden Anlagenbetreiber für den Zeitraum 2013-2020."

Art. 3 - In Artikel 2 desselben Erlasses werden die Punkte 2°, 4°, 21°, 25° und 27° außer Kraft gesetzt.

Art. 4 - Kapitel II desselben Erlasses, das die Artikel 3 bis 11 enthält, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 5 - Artikel 16 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 6 - In Artikel 23, Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "unabhängige Prüfstelle, die von der Regierung bestimmt wird" durch die Wörter "akkreditierte Prüfstelle" ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 25 desselben Erlasses werden die Wörter "Artikel 2, 25°, a)" durch die Wörter "Artikel 2, 5°, a) des Dekrets" ersetzt.

Art. 8 - In Artikel 27 desselben Erlasses werden die Wörter "Artikel 2, 25°, b)" durch die Wörter "Artikel 2, 5°, b) des Dekrets" ersetzt.

Art. 9 - In der Anlage 1 desselben Erlasses werden in Punkt 1 die Rubriken, die den Produkt-Benchmarks "Vormauerziegel", "Pflasterziegel" und "Dachziegel" entsprechen, werden folgendermaßen ersetzt:

Produkt-Benchmark	Definition der einbezogenen Produkte	Definition der einbezogenen Verfahren und Emissionen (Systemgrenzen)	Für die Jahre 2013 und 2014 festgestelltes Risiko der Verlagerung von CO ₂ -Emissionen gemäß dem Beschluss 2010/2/EU	Benchmarkwert (Zertifikate/Tonne)
Vormauerziegel	Vormauerziegel mit einer Dichte von mehr als 1000 kg/m ³ für Mauerwerk gemäß der Norm EN 771-1, ausgenommen Pflasterziegel, Klinker und blaugedämpfte Vormauerziegel.	Einbezogen sind sämtliche Prozesse, die direkt oder indirekt mit folgenden Prozesseinheiten in Zusammenhang stehen: Aufbereiten und Mischen der Rohstoffe, Formen, Trocknen der Rohlinge, Brennen der Ziegel, Fertigstellung des Produkts und Abgaswäsche.	Ja	0,139
Pflasterziegel	Tonziegel für Bodenbeläge gemäß der Norm EN 1344.	Einbezogen sind sämtliche Prozesse, die direkt oder indirekt mit folgenden Prozesseinheiten in Zusammenhang stehen: Aufbereiten und Mischen der Rohstoffe, Formen, Trocknen der Rohlinge, Brennen der Ziegel, Fertigstellung des Produkts und Abgaswäsche.	Ja	0,192
Dachziegel	Tondachziegel gemäß der Norm EN 1304: 2005, ausgenommen blaugedämpfte Dachziegel und Zubehör.	Einbezogen sind sämtliche Prozesse, die direkt oder indirekt mit folgenden Prozesseinheiten in Zusammenhang stehen: Aufbereiten und Mischen der Rohstoffe, Formen, Trocknen der Rohlinge, Brennen der Ziegel, Fertigstellung des Produkts und Abgaswäsche.	Ja	0,144

In der Anlage 1 desselben Erlasses wird in Punkt 2 die Rubrik, die der Produkt-Benchmark "Mineralwolle" entspricht, folgendermaßen ersetzt:

Produkt-Benchmark	Definition der einbezogenen Produkte	Definition der einbezogenen Verfahren und Emissionen (Systemgrenzen)	Für die Jahre 2013 und 2014 festgestelltes Risiko der Verlagerung von CO ₂ -Emissionen gemäß dem Beschluss 2010/2/EU	Benchmarkwert (Zertifikate/Tonne)
Mineralwolle	Aus Glas, Gestein oder Schlacke hergestellte Dämmstoffe aus Mineralwolle für Wärme- und Schalldämmung sowie Brandschutz.	Einbezogen sind sämtliche Prozesse, die direkt oder indirekt mit folgenden Prozesseinheiten in Zusammenhang stehen: Schmelzen, Zerfaserung und Aufsprühen von Bindemitteln, Erhärten und Formen. Für die Bestimmung der indirekten Emissionen wird der Gesamtstromverbrauch innerhalb der Systemgrenzen betrachtet.	Ja	0,682

Art. 10 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2013 in Kraft, mit Ausnahme des Artikels 9, der zehn Tage nach seiner Veröffentlichung in Kraft tritt.

Art. 11 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Dezember 2012

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDS DIENST

[2012/207580]

13 DECEMBER 2012. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de verzameling van gegevens voor de berekening van de kosteloze toewijzing van emissierechten aan elke exploitant over de periode 2013-2020 en tot bepaling van de voorwaarden en de procedure tot uitsluiting van de kleine installaties uit de regeling voor de handel in emissierechten vanaf 1 januari 2013

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, inzonderheid op artikel 2, § 6, gewijzigd bij de decreten van 6 oktober 2010 en 21 juni 2012, 3, 4 en 5, vervangen door het decreet van 21 juni 2012, 5/1, 5/2, 5/3 en 5/4, ingevoegd bij het decreet van 2012 en 7, vervangen door het decreet van 21 juni 2012;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering betreffende de verzameling van gegevens voor de berekening van de kosteloze toewijzing van emissierechten aan elke exploitant over de periode 2013-2020 en tot bepaling van de voorwaarden en de procedure tot uitsluiting van de kleine installaties uit de regeling voor de handel in emissierechten vanaf 1 januari 2013;

Gelet op advies nr. 51.846/4 van de Raad van State, gegeven op 26 september 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn 2009/29/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 23 april 2009 tot wijziging van Richtlijn 2003/87/EG teneinde de regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten van de Gemeenschap te verbeteren en uit te breiden gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. Het opschrift van het besluit van de Waalse Regering betreffende de verzameling van gegevens voor de berekening van de kosteloze toewijzing van emissierechten aan elke exploitant over de periode 2011-2020 en tot bepaling van de voorwaarden en de procedure tot uitsluiting van de kleine installaties uit de regeling voor de handel in emissierechten vanaf 1 januari 2013 wordt vervangen als volgt :

"Besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2011 betreffende de verzameling van de gegevens voor de berekening van de kosteloze toewijzing van quota's aan elke exploitant voor de periode 2013-2020."

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden 2°, 4°, 21°, 25° en 27° opgeheven.

Art. 4. Hoofdstuk II van hetzelfde besluit, met de artikelen 3 tot en met 11, wordt opgeheven.

Art. 5. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 23, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "een onafhankelijke verificateur die door de Waalse Regering aangewezen wordt" vervangen door de woorden "een geaccrediteerde verificateur".

Art. 7. In artikel 25 van hetzelfde besluit worden "artikel 2, 25°, a)" vervangen door de woorden "artikel 2, 5°, a), van het decreet".

Art. 8. In artikel 27 van hetzelfde besluit worden "artikel 2, 25°, b)" vervangen door de woorden "artikel 2, 5°, b), van het decreet".

Art. 9. In bijlage 1 bij hetzelfde besluit worden onder punt 1 de rubrieken die oevereenstemmen met de productbenchmarks "bekledingsstenen", "straatstenen", "dakpannen" vervangen als volgt :

Productbenchmark	Bepaling betrokken producten	Bepaling van de betrokken processen en emissies (systemsgrenzen)	Blootstelling aan CO ₂ -weglekrisico zoals bepaald bij Besluit 2010/2/EU voor 2013 en 2014	Benchmarkwaarde (quota's/ton)
Bekledingsstenen	Bekledingsstenen met een dichtheid van > 1 000 kg/m ³ , gebruikt voor met- selwerk op basis van EN 771-1, met uit- zondering van straatstenen, klinker- stenen en blauw gesmoorde gevelste- nen.	Alle processen die direct of indirect ver- band houden met grondstoffen voor- bereiden, bestandde- len mengen, artike- len vormen en modelleren, artike- len drogen, artike- len bakken, produc- ten afwerken en rookgas reinigen, zijn inbegrepen.	ja	0,139
Straatstenen	Kleistenen voor het plaveien overeen- komstig norm EN 1344.	Alle processen die direct of indirect ver- band houden met grondstoffen voor- bereiden, bestandde- len mengen, artike- len vormen en modelleren, artike- len drogen, artike- len bakken, produc- ten afwerken en rookgas reinigen, zijn inbegrepen.	ja	0,192
Dakpannen	Kleidakpannen zoals bepaald in EN 1304 : 2005, met uitzon- dering van blauw gesmoorde dakpan- nen en toebehoren.	Alle processen die direct of indirect ver- band houden met grondstoffen voor- bereiden, bestandde- len mengen, artike- len vormen en modelleren, artike- len drogen, artike- len bakken, produc- ten afwerken en rookgas reinigen, zijn inbegrepen.	ja	0,144

In bijlage 1 bij hetzelfde besluit wordt, onder punt 2, de overeenstemmende rubriek met productbenchmark "minerale wol" als volgt vervangen :

Productbenchmark	Omschrijving inbegrepen producten	Bepaling van de betrokken processen en emissies (systeemgrenzen)	Blootstelling aan CO ₂ -weglekrisico zoals bepaald bij Besluit 2010/2/EU voor 2013 en 2014	Benchmarkwaarde (quota's/ton)
Minerale wol	Isolatieproducten van minerale wol voor thermische, akoestische en brandtoepassingen vervaardigd met glas, steen of metaal-slakken.	Alle processen die direct of indirect verband houden met de productiefasen smelten, bindmiddelen vervezelen en injecteren, uitharden, drogen en vormgeven, zijn inbegrepen. Voor de bepaling van indirecte emissies wordt het totale elektriciteitsverbruik binnen de systeemgrenzen in aanmerking genomen.	ja	0,682

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2013, met uitzondering van artikel 9, dat in werking treedt tien dagen na bekendmaking ervan.

Art. 11. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 december 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2012/207581]

13 DECEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux établissements se livrant à une activité entraînant des émissions de gaz à effet de serre

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) n° 601/2012 de la Commission du 21 juin 2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre au titre de la Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 novembre 2008 déterminant les conditions sectorielles relatives aux établissements se livrant à une activité entraînant des émissions de CO₂;

Vu l'avis n° 51.849/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 septembre 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2009/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 modifiant la Directive 2003/87/CE afin d'améliorer et d'étendre le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

Les présentes conditions s'appliquent à tout établissement visé à l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et activités classées, qui se livre à une activité entraînant des émissions de gaz à effet de serre et qui comporte une ou plusieurs des installations ou activités énumérées à l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre visées par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto.

Art. 2. L'exploitant d'un établissement visé par le présent arrêté soumet pour approbation un plan de surveillance à l'Agence wallonne de l'Air et du Climat, au moyen du formulaire disponible sur le site de l'Agence.

Art. 3. Le plan de surveillance visé à l'article 2 est transmis sous forme électronique ou, moyennant l'accord de l'Agence wallonne de l'Air et du Climat, sous format papier.

Lorsqu'il est transmis sous format papier, il est transmis :

1^o soit par lettre recommandée avec accusé de réception;

2^o soit par le recours à toute formule similaire permettant de prouver la date de l'envoi et de la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé;